

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 12 AVRIL 1979 - N° 894

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Raids sionistes au Sud-Liban

Mercredi matin, l'artillerie sioniste a ouvert le feu contre des positions palestiniennes situées au Liban. Cette attaque fait suite aux deux raids sionistes menés mardi : un débarquement a tout d'abord été tenté à proximité du camp palestinien de Rachidiyeh, au Sud-Liban. Les forces palestiniennes et les progressistes libanais ont riposté, détruisant une vedette israélienne. Dans l'après-midi de mardi, c'est l'aviation sioniste qui est intervenue, bombardant pendant plus d'un quart d'heure des bases du Fath, dans la région de Tyr. Là encore, la défense anti-aérienne palestinienne a riposté. Par ailleurs, la résistance palestinienne continue de mener des actions à l'intérieur des territoires occupés.

Lire en page 8

Ouganda : la capitale est tombée

La capitale de l'Ouganda, Kampala, est tombée mercredi matin aux mains des troupes du Front national de libération de l'Ouganda, et dans celles de la Tanzanie. Avec les quelques troupes qui lui restent, Amin Dada s'est replié dans le Nord du pays. Après la prise de la capitale, et précédemment celle de l'aéroport d'Entebbe, les chances du gouvernement actuel semblent des plus réduites, d'autant plus que le corps expéditionnaire libyen venu en renfort envisagerait de se retirer.

Lire en page 8

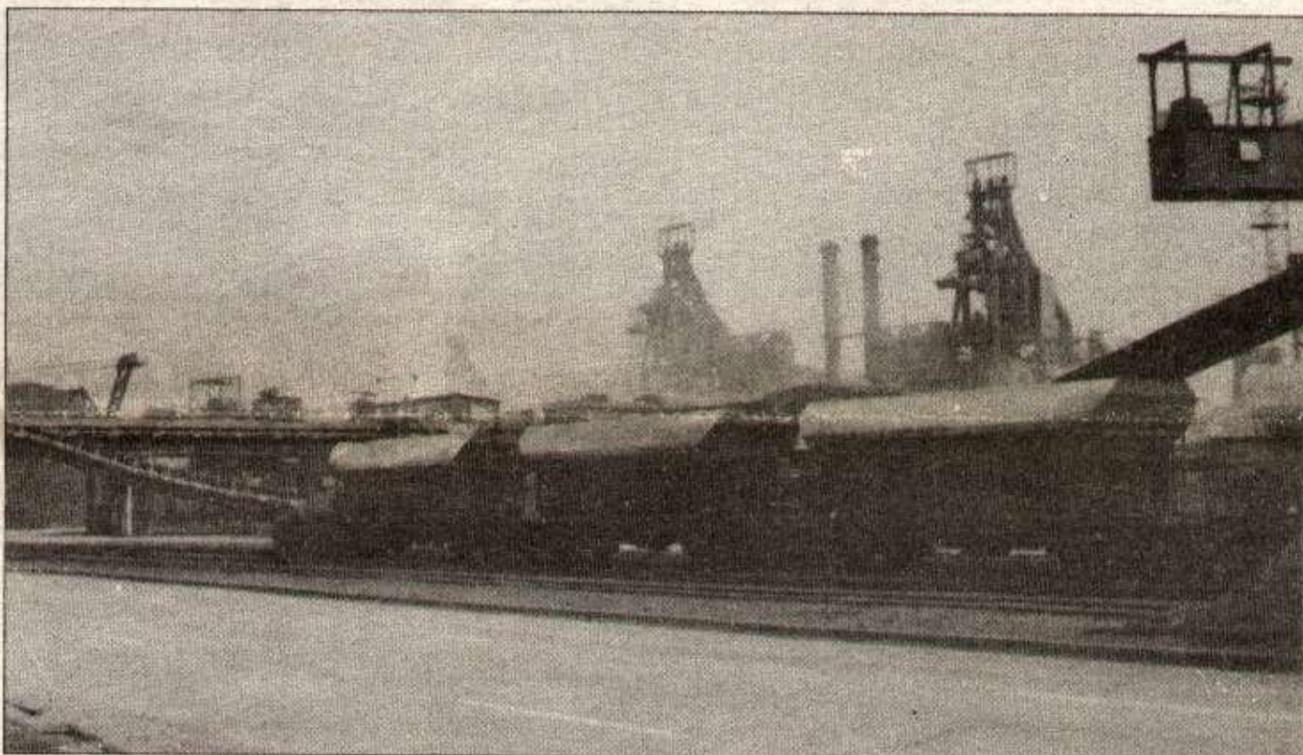
Fuites radioactives au centre de recherches nucléaires de Grenoble

Lire en page 8

USINOR

Mobilisation contre le lock-out

- *L'usine de Mardyck occupée mardi*
- *Nombreuses initiatives à Dunkerque*



Usinor-Dunkerque complètement paralysé mercredi matin

A Usinor Dunkerque et Usinor Mardyck, les travailleurs, face au lock-out total instauré par le trust, sont passés à l'offensive. A Usinor Dunkerque, les ouvriers du train à bande en lutte pour les salaires et la 5^e équipe notamment, décidaient samedi la poursuite de leur mouvement suite aux propositions dérisoires de la direction, suivis des ouvriers des hauts fourneaux. Après le lock-out total instauré par celle-ci depuis mardi, les travailleurs ont riposté par de multiples actions mardi : blocage de l'autoroute Paris-Lille, blocage de rues à Dunkerque.

Chose très positive, plusieurs centaines de travailleurs lock-outés, refusant la division, ont posé également leurs propres revendications notamment de salaire ; ils ont même exigé une manifestation commune en ville, avec leurs camarades. Manifestation qui a eu lieu. On note la même attitude offensive de la part des travailleurs d'Usinor Mardyck, lock-outés également, qui occupaient leurs ateliers mardi après-midi.

Lire en page 3

FOYERS SONACOTRA

NON AUX EXPULSIONS !



Lire en page 2

LUTTES OUVRIERES

● Luites
en Franche-ComtéImprimerie de l'Est : l'action monte
de plus en plus haut

Alors que le conflit dure toujours contre le démantèlement et pour le maintien de l'emploi, les travailleurs ont obtenu ces jours-ci des raisons d'espérer : l'inspection du travail a refusé les 6 licenciements décidés par la direction après l'occupation des ateliers. Par ailleurs, il semblerait que des pourparlers soient à nouveau possibles avec cette direction qui bloquait tout depuis des semaines. Il semble que l'action déterminée des travailleurs ait payé, et aussi la diffusion massive avec l'aide du comité de soutien (auquel participe le PCR) de tracts et d'une brochure expliquant la lutte et les projets immobiliers fort juteux de la banque GADIC vis-à-vis des anciens locaux situés en centre ville.

Samedi après-midi, l'action est montée brusquement à un niveau supérieur, si l'on peut dire, puisque les travailleurs en lutte avaient réussi à accrocher une banderole tout en haut de l'église St Pierre sur la place centrale de Besançon pour accompagner leur diffusion et leur popularisation qui fut ainsi très remarquée.

Crédit Agricole : Des résultats
après 9 jours de grève

Jeudi soir, l'AG des employés du Crédit Agricole du Doubs votait la reprise du travail pour le lendemain, considérant les résultats des négociations comme un compromis acceptable étant donné les revendications qui portaient, rappelons-le, sur 2 points : le blocage de la classification et des salaires pour la majorité et les horaires de travail en particulier le week-end.

— Sur ce dernier point, il est prévu un aménagement d'ici le 30 juin, permettant de sortir moins tard le soir et d'avoir un week-end familial normal mais sans réduction des 40 heures.

— Les 276 employés des catégories les plus basses (la majorité du personnel) seront augmentés de 100 à 130 francs avec priorité aux plus bas salaires. L'ancienneté et les diplômes seront pris en considération et pas seulement le piston. Et les embauchés en 1^{ère} catégorie (la plus basse) n'y resteront désormais que 6 mois au maximum au lieu des 18 auparavant.

Sans être une grande victoire, ces acquis sont appréciables surtout vis-à-vis de ceux qui, suivant la logique de Barre, pensaient qu'il n'était pas juste de se lancer dans une grève lorsqu'on a « l'avantage de ne pas être au chômage et de bénéficier déjà de certains avantages ».

Grève pour les salaires
contre chantage à l'emploi

Dans deux petites entreprises de Besançon, les travailleurs ont décidé cette semaine de refuser l'austérité et de revendiquer par la grève des augmentations :

— A la Mutuelle des Travailleurs Indépendants, la moitié des employés revendiquent une augmentation (160F) principalement pour les bas salaires. Le patron menace de fermer.

— Chez Dubois, petite entreprise de mécanique de précision, à l'appel de la section CFDT, 31 travailleurs sur les 38 salariés font grève pour une augmentation de 300 F égale pour tous. Là encore, pour le patron, c'est « impensable étant donné la situation actuelle ».

Il va falloir y penser !

Corr. Besançon

● Expulsion de grévistes
à la Défense

Suite au licenciement abusif d'un de leurs collègues, les employés de TMG, entreprise de sous-traitance chargée du tri du courrier d'IBM de la tour générale à la Défense, avaient cessé le travail du 5 au 19 mars, date à laquelle ils avaient obtenu la réintégration de leur camarade dans un autre service courrier IBM et la garantie d'aucune répression contre les grévistes.

Quelques jours plus tard, il était manifeste que le déplacement de leur camarade n'avait pour but que de l'isoler pour mieux le licencier.

Considérant que les accords n'avaient pas été respectés, les employés TMG cessaient à nouveau le travail en exigeant cette fois la réintégration de leur camarade parmi eux, seule garantie pour qu'il conserve son emploi sans répression.

Pressée par la direction IBM, la direction TMG remplace les grévistes par d'autres employés TMG !

La réponse des grévistes ne se fait pas attendre : l'après-midi du 4 avril, ils décidaient d'occuper leur lieu de travail 24 heures sur 24.

Le 5 au matin, à 10 heures, des gens d'IBM transféraient le service courrier à un autre étage.

Le même jour, un huissier commis par IBM, expulsait les grévistes.

Strasbourg foyer SONACOTRA de
la Meinau et de Koenigshoffen
BRUTALE EXPULSION
PAR LES CRS

Mardi matin à 6 heures, plusieurs centaines de CRS ont investi le foyer de la Meinau en grève des loyers. Prévenus, les résidents ont dès le début résisté en bloquant les portes. Cependant les CRS étaient trop nombreux et finalement la centaine de résidents a été encerclée. Les autres foyers prévenus par les « gardes » qui avaient été mises en place, affluaient dès 7 heures du matin pour apporter leur soutien aux résidents du foyer de la Meinau. Dans la cour, il y a les résidents encerclés

par les CRS et à l'extérieur la solidarité s'exprime par les résidents venus des autres foyers de Strasbourg et les travailleurs français. Jusque dans l'après-midi ce face-à-face se poursuivra. En même temps des groupes de travailleurs français et immigrés interviennent aux portes des entreprises de la Meinau pour appeler à une manifestation prévue pour le soir à 6 heures. Entre-temps à l'intérieur du foyer, à partir de midi les CRS commencent à charger les affaires des locataires dans des camions,

les résidents sont mis le dos contre le mur, sous le soleil avec en face d'eux des CRS qui brandissent matraques et fusils. Devant les grilles, de nombreux travailleurs manifestent toujours leur solidarité avec les résidents. Ils scandent des mots d'ordres : « CRS, hors des foyers », « Sonacotra cède- ra ». Les premiers incidents violents débutent aux environs de 15 heures, lorsque les CRS font sortir le camion chargé des affaires des résidents et expulsent ceux qui sont dans le foyer. C'est à ce

moment là que les résidents décident de bloquer la grande avenue qui passe devant le foyer. Les CRS interviennent avec une grande brutalité et procèdent à plusieurs arrestations. Ce même jour dans le courant de la matinée un autre commando de CRS est intervenu au foyer de Koenigshoffen.

Au total, il y a 69 résidents expulsés du foyer de la Meinau et 63 du foyer de Koenigshoffen.

Les résidents quant à eux ont décidé de continuer l'occupation autour du foyer de la Meinau. Ils sont fermement résolus à obtenir leur réintégration dans le foyer.

Mardi matin des membres du comité de résidents se sont également rendus au siège des UD CGT et CFDT pour les informer de la situation et appeler à leur solidarité. Il faut préciser que jusqu'à maintenant elles ne se sont pas manifestées.

Correspondant

BESANÇON :
LES ÉTUDIANTS
EN MÉDECINE CONTRE
LA RÉFORME

Depuis le 20 mars, la faculté de médecine de Besançon (comme bien d'autres) est en effervescence. C'est le projet de réforme de madame Veil sur les études de médecine qui est en cause. Sans attendre que ce projet devienne réalité, des centaines d'étudiants sur les 1 500 que compte cette petite faculté se sont mobilisés pour exprimer un certain nombre de refus et d'exigences :

— refus d'une sélection accentuée (les entrées en première année seraient réduites de 8 000 à 6 000) alors que les besoins en médecine sont loin d'être satisfaits ;

— refus d'un rallongement des années d'études (déjà 7 ans, ce qui est bien long) ;

— refus d'une formation essentiellement théorique au détriment de la pratique ;

— refus de la discrimination en fin d'études entre les « bons » qui pourraient devenir spécialistes et les autres qui devraient se « contenter » de la médecine générale ce qui revient à déprécier encore plus cette profession.

Ils veulent une formation qui ne sacrifie pas l'humain au technique et pensent qu'il est nécessaire en France d'améliorer la médecine au moins dans 2 directions : la médecine préventive et celle du travail.

L'action a commencé par une information dans les amphithéâtres, par des discussions en A.G. puis par une occupation de locaux universitaires. Puis après avoir informé le personnel hospitalier, les étudiants en médecine sont descendus dans la rue : pas seulement pour une manifestation avec banderoles et slogans mais aussi en organisant dans la rue une opération santé originale : les passants pouvaient se faire contrôler leur tension artérielle. Cette médecine gratuite qui descend dans la rue eut beaucoup de succès. Dans le même temps était occupé le service de consultation externe de l'hôpital et organisé des consultations gratuites. Cette occupation et cette médecine sauvage ne furent pas du goût de tout le monde : ainsi monsieur Bittard, ancien candidat giscardien à la députation, en sa qualité de président du conseil de l'ordre des médecins a protesté contre une violation du secret médical absolu et menace les étudiants de poursuites devant les tribunaux. Devant de telles accusations, les étudiants décidèrent d'occuper les locaux du conseil de l'ordre. Seul argument de son représentant : « le projet n'est pas encore publié alors on ne peut pas protester ». Evidemment personne ne fut convaincu.

Corr. Besançon

Un appel de sidérurgistes
de Denain aux syndicats« Écoutez
les travailleurs
qui souhaitent
l'Union »

Des sidérurgistes de Denain, soucieux de l'avenir de la lutte ont envoyé le texte suivant à la presse ainsi qu'aux sections syndicales auxquelles il est adressé.

Déjà à la suite de la grossière récupération par le PCF de la manifestation du 10 mars, des sidérurgistes « de la base » avaient rédigé un texte de protestation. Cette sorte de « lettre ouverte » traduit très bien la réelle aspiration à l'unité et le rejet massif des divisions syndicales que l'on rencontre chez les sidérurgistes.

Nous, simples adhérents ou sympathisants de tous les syndicats, ne voulons pas créer un nouveau groupement qui ne ferait qu'ajouter à la confusion qui règne actuellement à Usinor-Denain, mais nous sommes conscients que la base doit réagir. Il est grand temps. Nous exigeons l'unité d'action de tous les syndicats. Tout le monde est dans le même bain. Ne nous trompons pas d'adversaires. Notre ennemi commun, c'est le patronat d'Usinor, ce sont les pouvoirs publics.

Qu'importe si c'est tel ou tel syndicat qui a pris telle ou telle initiative : le principal c'est d'agir dans l'unité. Notre lutte n'a qu'un seul objectif : le maintien de la fonte et de l'acier à Denain.

Non seulement jusqu'en juillet 1980, mais au-delà. Il y va de la survie de toute une région, de notre avenir à tous et surtout de celui de nos enfants.

Nous en avons assez des fallacieuses promesses du gouvernement sur une problématique reconversion industrielle du Valenciennois. Dans ce but, la lutte unitaire doit se poursuivre et même s'intensifier. Si vous êtes des gens sincères, des responsables syndicaux sans aucune arrière-pensée politique, vous écouterez un peu moins vos états-majors parisiens qui donnent à la France le triste spectacle de la désunion et vous écouterez davantage les travailleurs qui, à la base, souhaitent l'union pleine et entière de tous.

Si vous le voulez vraiment, vous devez arriver à trouver des bases d'accord pour notre combat commun, en faisant abstraction de vos petites ambitions personnelles.

Sinon, attendez-vous qu'à votre prochaine réunion soi-disant intersyndicale, les travailleurs écœurés viennent vous demander des comptes.

USINOR PARALYSÉ

- Dunkerque : multiples actions mardi
- Mardyck : les travailleurs ont occupé en riposte au lock-out

Mercredi matin, plus rien ne bougeait à Usinor Dunkerque où le lock-out était total.

La journée du mardi 10 marque un tournant dans les luttes à Usinor Dunkerque : dans la matinée de mardi des aciéristes et des ouvriers d'autres secteurs autour d'eux bloquaient des voies rapides à deux reprises, marquant ainsi leur volonté de reprendre l'initiative et leur révolte contre le lock-out.

A 13 heures, se réunissaient les hauts fourneaux. Deroo, dirigeant minoritaire de la section CFDT soutenu par la FGM avait son intervention sur la cinquième équipe, la direction ayant déclaré que si les gouvernements financiers, ce serait peut-être possible. D'autre part, il multipliait les déclarations visant à séparer les hauts fourneaux des lock-outés : «*Vous avez vos revendications, restez dans l'usine, n'allez pas manifester dehors*». Cette division était d'ailleurs organisée au niveau de l'intersyndicale elle-même. En effet, à la même heure, mais aux grands bureaux, se réunissaient les lock-outés avec une forte participation d'aciéristes. Ce meeting rassemblait un bon millier de travailleurs très attentifs aux propositions syndicales. Le dirigeant de la CGT Lalouette déclarait que les travailleurs ne reprendraient pas tant qu'il n'y aurait pas de négociations sur le lock-out et les revendications. D'autre part, il proposait d'aller rejoindre tout de suite les grévistes de la SADO pour aller ensemble, en car, manifester à Dunkerque. Des actions de ce type tous les jours seraient organisées jusqu'à la levée du lock-out. Deroo lui, insistait longuement sur la responsabilité patronale dans le lock-out. Selon lui, il faut faire la preuve qu'il y a du travail

et pour cela il faut se présenter chacun dans son secteur ! Ces propositions furent accueillies très froidement, pratiquement sans applaudissements, par l'ensemble des travailleurs présents. Mais le meeting ne devait pas s'arrêter là. En effet, un aciériste prend le micro pour proposer que chaque jour les décisions d'action soient prises ensemble aux grands bureaux à 10 heures le matin. Il était aussitôt approuvé et soutenu par les sidérurgistes. Tout de suite un des suspendus de la section CFDT prenait la parole au nom de ses camarades pour souligner que si Deroo n'avait pas appelé à la manifestation sur Dunkerque, lui en tant qu' élu du personnel CFDT et au nom de ses camarades appelait à y participer. Cette intervention était de loin la plus applaudie de toutes celles du meeting, par les travailleurs CGT et CFDT. Il faut préciser que la proposition de manifester à Dunkerque présentée par la CGT avait été obtenue par les travailleurs en lutte eux-mêmes. Ceux-ci devaient imposer par une délégation massive que le tract d'appel soit signé «*au nom de la section CFDT, au nom des syndicats et aussi par des travailleurs lock-outés*».

La manifestation commençait par le blocage de la place du Minsk dans le

centre ville. Les cars de la SAOO (une bonne quinzaine), s'étaient mis en travers de toutes les issues mais les travailleurs qui attendaient d'autres actions plus efficaces demandaient quels étaient les prochains buts fixés à la manifestation. La CGT proposait d'aller bloquer la place Jean Bart puis d'autres endroits ensuite. Les réponses fusaient aussitôt : «*Vous nous emmenez en promenade*», «*c'est au carrefour de l'Europe qu'il faut aller*». En effet, à ce carrefour convergent les

principales artères de Dunkerque. La manifestation s'ébranlait alors, extrêmement dense, combative, composée d'environ 500 sidérurgistes. Des slogans très nombreux étaient repris «*Usinor SEDO solidarité*», «*Etchegaray à la ferraille*», «*Giscard salaud le peuple aura sa peau*», «*Usinor Assassin*», «*Dunkerque, Denain, Longwy même combat*». Les manifestants s'arrêtaient devant la sous-préfecture. Quelques flics en civil et en tenue leur font face. Les manifestants veulent entrer

sans avoir pour autant la volonté de chercher la bagarre. Ils reprennent leur défilé au bout de 20 minutes en vue d'occuper le carrefour de l'Europe cette fois-ci. Très rapidement les cars de la SAOO se mettent en place. Ils bouchent pratiquement toutes les routes, aidés par les manifestants très mobilisés pour que personne ne passe, pour que le blocage soit réussi, tout ceci dans la joie de réussir ensemble une action qui marque et qui marche. Une autre nouvelle encore devait

ajouter à la confiance des travailleurs. Un dirigeant CGT devait annoncer que l'usine de Mardyck (laminage à froid) était lock-outée le jour-même. En réponse les travailleurs ont immédiatement occupé l'usine. «*Voilà ce qu'il fallait faire dès le départ*». Vers 16 h 30, le dispositif était défait. De nombreux travailleurs montent dans les bus de leurs camarades de la SADO pour rentrer chez eux du côté de Grande-Synthe. Cette action avait laissé un goût de «*trop peu*» aux travailleurs de l'après-midi. Ils ont donc bloqué jusqu'à 17 h 15 l'arrivée de l'autoroute Lille-Dunkerque provoquant d'énormes bouchons. Sur tous les visages, se lisait la satisfaction. C'était la première journée où les travailleurs reprenaient l'initiative. Ils sont certains de faire parler d'eux. On ne dira pas qu'Usinor a laissé passer le lock-out sans broncher. Deux rendez-vous étaient donnés pour mercredi : le premier à 10 heures devant les grands bureaux comme l'avaient proposé les travailleurs, le second à 11 heures à Audruick, une commune de l'arrière-pays dunkerquois où habitent des sidérurgistes.



Les HF 4 et HF 3 d'Usinor-Dunkerque

C'est ce mercredi que les fédérations syndicales de la métallurgie CGT, CFDT et CGC devaient se rencontrer pour tirer ensemble le bilan de la réunion de synthèse qui s'est tenue vendredi dernier, 6 avril, avec Etchegaray, PDG d'Usinor, à propos du bilan de restructuration du trust.

A la réunion de synthèse du 6 avril, Etchegaray n'avait pas osé venir les mains complètement vides. Mais on n'en est pas loin. Les propositions du PDG d'Usinor reviennent très précisément à repousser d'un an, et il convient encore de nuancer ce délai parfois, la suppression de 2 000 emplois sur les 12 500 prévus. Aucun licenciement du plan de restructuration n'est donc remis en cause.

Pour l'usine de la Chiers à Longwy, qui doit toujours fermer cet été, seul le train à feuillard (tôles moyennes) est maintenu jusqu'à la fin de l'année 1980 ; 270 travailleurs sur 1 500 sont concernés par ce qui n'est qu'un sursis. A l'usine de Blagny (Ardennes), l'atelier de galvanisation peinture est également maintenu jusqu'à l'été 1980. C'est aussi le cas de la cokerie d'Usinor Mont-Saint-Martin (300 emplois) prolongée de quelques mois.

A côté de ces quelques centaines de licenciements repoussés, il y a ce que le PDG d'Usinor espérait peut-être faire passer comme une grande concession : le report de 1 500 licenciements à Usinor-Denain jusqu'à l'été 1980. 1 500 emplois sont en effet maintenus en vue de continuer jusqu'en août 1980 la production d'acier liquide à Denain. En fait, la suppression de ces 1 500

emplois se fera progressivement dès la fin août de cette année jusqu'à la fin août 1980. De plus, cette dernière mesure n'a pas été choisie par hasard : elle vise à faciliter pour la direction du trust le transfert progressif de la production de fonte de Denain à Dunkerque, selon ses plans, évidemment.

Etchegaray espérait ainsi calmer à peu de frais la colère des sidérurgistes et les diviser. C'est donc sur ces propositions, qui ne remettent pas en cause d'un iota le plan de restructuration, que les fédérations syndicales vont devoir se pencher.

On connaît déjà peu ou prou les positions des fédérations syndicales sur ce sujet. Si la fédération CFDT se déclare modérément satisfaite — ce qui n'est pas le point de vue des sections de base ! — la fédération cégétiste, par la bouche d'Alain Tacquin, déclarait à la fin de la

SIDERURGIE : RENCONTRE DES FEDERATIONS SYNDICALES MERCREDI

Des propositions d'action peu convaincantes

semaine dernière : «*Sans finalement rien remettre en cause de ses mesures de restructuration, il s'agit seulement pour la direction d'Usinor d'étaler le calendrier pour essayer de diviser les forces qui se dressent contre les fermetures*». La fédération CGT ajoutait que la discussion négative du 6 avril amenait pour les sidérurgistes «*un motif supplémentaire d'élargir leur action pour parvenir à imposer cette fois des reculs réels*».

LES «PROPOSITIONS D'ACTION» DE LA FÉDÉRATION CGT

Voilà qui s'appelle adopter un langage dur. Mais qu'entendait, entre autre chose, proposer la fédération CGT à la réunion de mercredi ? Une «*nouvelle initiative nationale d'action*» dans toute la sidérurgie, dans la seconde quinzaine d'avril, d'abord. Et de proposer entre autre l'organisation d'une sorte de marche nationale des sidérurgistes, dans laquelle

des délégations de travailleurs venus de différentes usines, sillonneront la France en vue de populariser la lutte.

Serait-ce donc cela, le moyen «*d'élargir l'action*» pour imposer cette fois des «*reculs réels*» ?

La journée du 23 — qui était tout de même autrement large malgré son succès tout relatif — devait déjà faire réfléchir le patronat. Or, on l'a vu, cette «*grande démonstration*» comme l'a qualifiée Sainjon dans *La Vie Ouvrière* n'a pas fait reculer d'un pouce le gouvernement sur les plans de restructuration.

Et puis, enfin, que signifie cette soi-disant volonté «*d'élargir l'action*», la rendre efficace, quand on sait que sur le terrain, à Fos et Dunkerque, les responsables cégétistes, très concrètement depuis début avril, consacrent l'essentiel de leur effort à saper, freiner les mouvements qui s'y déroulent ? Qui, sinon eux, ce 4 avril, ont appelé les travailleurs (en lutte notamment pour les salai-

res) du parc à brames et du train à bandes d'Usinor Dunkerque à cesser leur mouvement, à le continuer sous «*d'autres formes*» ?

Les mouvements à Fos et Dunkerque, usines «*performantes*» par excellence font pourtant mal à la production que le patronat veut pousser au maximum dans ces usines. Ils sont donc, pour cette raison, un des éléments importants de la lutte commune que les sidérurgistes d'un trust comme Usinor doivent mener.

Enfin, qui a, entre autre, contribué à saboter activement la journée du 6 avril, en l'ignorant — une journée qui pourtant pouvait être l'occasion d'ébaucher les tous premiers pas d'une coordination entre les différentes usines sidérurgiques ?

Que d'occasions manquées de la part des responsables fédéraux et quelques autres d'un syndicat pourtant puissant dans la sidérurgie ?

La fédération cégétiste

entend proposer enfin l'organisation «*d'états généraux de la sidérurgie et de l'économie régionale*» dans le Nord et la Lorraine principalement. Cette initiative, là encore, est prévue bien trop rapidement (une question de jours), bâclée donc, pour qu'on n'y voit pas surtout la volonté avant tout «*d'occuper le terrain*» seul, coûte que coûte.

Richard FEUILLET

● REPRISE PARTIELLE A LA SOLMER DE FOS

Notre correspondant à Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) nous informe que les hauts fourneaux en grève à la Solmer ont repris le travail dans la journée de mardi ainsi que les lamineurs. Les aciéries n'avaient toutefois pas repris le travail mardi soir. Dans la journée, la CGT avait organisé un blocage de l'autoroute Nord.

LA CONSTITUTION DES LISTES DE CANDIDATS AUX ELECTIONS EUROPEENNES

Pour la plupart des formations politiques présentant des candidats aux élections du 10 juin, la constitution des listes ne va pas sans difficultés. «Elargies» à grand renfort de publicité, ces listes sont aujourd'hui l'objet de tractations. Chaque formation présentera 81 candidats. Seuls ceux en tête de liste ont des chances d'être élus ; ainsi dans les partis bourgeois, l'ordre des préséances est difficile à établir.

Le PCF a fait connaître dans *L'Humanité* du 31 mars, la liste définitive de ses candidats. Les propositions du comité central publiées le 23 janvier, n'ont connu qu'une seule modification : Maffre-Baugé s'intercale entre le quatrième et le cinquième nom. Un des candidats non susceptible d'être élu s'est retiré.

La constitution de la liste du PS sera plus laborieuse. Il n'y a pas moins de 483 candidats aux candidatures : les grands chefs moins Rocard et Chevènement, des élus ou des militants ayant des fonctions locales. Les délégués au congrès du PS ont donné leur avis sur ces candidatures et c'est le comité directeur qui tranchera.

Chirac a fini par s'entendre avec Debré pour présenter une liste et une charte communes. Debré, initiateur du «comité pour l'indépendance et l'unité de la France» semblait vouloir faire bande à part. Chirac qui compte par ailleurs sur la neutralité des députés RPR favorables à Giscard, avait grand besoin de l'appui de Debré, à qui il avait lancé un appel le 10 janvier : «Monsieur Debré sera à la place éminente qui doit être la sienne» avait déclaré Chirac. Un tassement de l'électorat RPR serait du plus mauvais effet pour la candidature de Chirac aux présidentielles.

Ceux qui se réclament du gaullisme ne sont cependant pas unanimes : l'UJP appelle à voter blanc et voit dans la déclaration de Chirac et Debré une «manœuvre politicienne intérieure».

A l'UDF, les groupes de notables semblent s'être entendus pour la pondération des différentes composantes : parmi les 25 premiers noms il y aurait 7 PR, 2 «clubs perspectives et réalité», 7 CDS, 1 MSDF et 4 personnalités «extérieures» dont Debattise, président de la FNSEA, et Simone Veil qui

conduira la liste (4 places sont réservées au parti radical). Le CDS, assuré d'être suffisamment bien représenté, a renoncé à présenter une liste autonome. Ces désaccords surmontés, voilà que la candidature de Servan-Schreiber provoque des remous. En effet, JJSS jugeait fin janvier, la liste UDF apolitique et sans homogénéité. Aujourd'hui le voici proposé — alors qu'il n'a pas posé sa candidature du moins officiellement — par le comité directeur du parti radical. Les tractations se compliquant, la direction de l'UDF a repoussé de dix jours la publication de sa liste prévue pour le 10 avril.

Du côté des autres radicaux, Fabre a abandonné le projet de conduire une liste. Quant aux MRG, ils hésitent entre quatre voies : établir leur liste, s'allier au PS, ou à la liste «Régions Europe», avec les écologistes ou encore renoncer. Ils se décideront le 21 avril.

Enfin, Jean Hédem-Hallier a rendu public le 5 avril la liste «Régions Europe» qu'il espère conduire aux élections. Cette liste lancée par un comité breton souhaite rassembler des écologistes, des partis politiques mineurs et des formations régionales.

Des négociations sont en cours avec Europe-Ecologie, le MRG et le PSU. De toute façon, il apparaît comme acquis que les écologistes seront présents le 10 juin sur une liste ou sur une autre.

Chez les partis bourgeois les rivalités entre notables compliquent la constitution des listes. Il s'agit d'une phase de manœuvre pour préparer des élections dont le caractère antidémocratique a été, entre autres, dénoncé par le PSU : la présentation d'une liste coûte 300 millions d'anciens francs, un barrage mis en place par la bourgeoisie pour étouffer la voix des révolutionnaires.

Didier DELORME

QUAND LE PS PARLE DES TRAVAILLEURS

Le congrès du PS aura été une illustration assez intéressante de la place que prennent les problèmes des travailleurs dans les débats de ce parti. Non point que les questions de l'inflation, du chômage, des conditions de travail ne figurent pas çà et là dans les discours tenus à la tribune, mais parce que

fondamentalement il n'en est question que pour alimenter les batailles de courants qui se mènent dans le PS. Hors de là, de brillants orateurs, pour la plupart technocrates et autres énarques, dissertent à propos de différents sujets, dont accessoirement les problèmes qui se posent aux travailleurs.



Mitterrand au forum de l'Expansion : des sourires aux patrons

Il est de tradition que les congrès du PS se tiennent dans une municipalité socialiste : cette fois, on a dérogé à la règle, pour qu'il se tienne en Lorraine, explicitement en raison des luttes qui s'y mènent contre les licenciements. Au début du congrès, on fit d'ailleurs voter une motion sur les luttes des sidérurgistes, devant une salle qui se vidait, visiblement peu intéressée par la question. Si peu que la motion fut adoptée presque par surprise à l'unanimité. On y affirmait notamment les revendications de l'arrêt des licenciements, de la réduction de la durée hebdomadaire du travail à 35 heures «à salaire inchangé», la création de la 5^e équipe.

Ça ne coûte rien d'en parler mais c'était encore trop. Lors du débat, les partisans du courant Rocard devaient protester contre la manière dont avait été votée la motion, à la sauvette : elle était à leurs yeux trop démagogique, il fallait «dire la vérité» aux sidérurgistes, c'est-à-dire, pour ce courant, affirmer que la production d'acier devait être réduite, ainsi que le nombre de sidérurgistes employés. Prétexte pour relancer le débat entre la

tendance Rocard et la tendance Mitterrand sur la rigueur économique.

La réponse de ce dernier fut à la hauteur de la démagogie en vogue au PS : Mitterrand et ses partisans eurent beau jeu, face à de telles thèses, de se présenter comme des défenseurs des revendications. Leur motion clamait à ce propos : «A quoi servirait-il de conquérir le pouvoir d'Etat si nous n'étions pas capables de porter immédiatement le salaire minimum au niveau nécessaire ? Quel crédit garderions-nous auprès des travailleurs si nous n'étions pas capables de provoquer une baisse du temps de travail à 35 heures, d'engager un effort important en faveur des familles, des personnes âgées et des handicapés ?» Fortes paroles, mais qui ne sont guère prononcées que parce que les échéances électorales concernant le pouvoir central sont remises à 1981 : avant les législatives, Mitterrand était bien plus circonspect qu'aujourd'hui sur les 35 heures alors qu'il escomptait parvenir au gouvernement. A présent, pourquoi ne pas faire de démagogie, puisque cela permet de marquer des points dans une bataille de

tendances, et qu'il n'y a pas de risques pour l'immédiat que l'on soit obligé de mettre en application les promesses que l'on fait en l'air ?

LOIN DES REALITES

L'essentiel du temps des interventions aura d'ailleurs été consacré à des thèmes se situant à cent lieues des préoccupations des travailleurs. Quel enjeu, hors de celui des luttes de courants, pouvait bien se situer derrière le fumeux débat sur les références historiques, et les oppositions trouvées entre Guesde et Blum, ou entre tel propos de Blum ou tel autre, au gré des effets d'éloquence des intervenants ?

Où donc se situait l'intérêt des travailleurs dans ces empoignades sur les rôles respectifs du plan et du marché ? Outre que ni le plan, ni le marché avec les socialistes au pouvoir ne régleraient les problèmes des travailleurs, on voit à plein le caractère artificiel d'un tel débat lorsqu'on sait qu'une des motions a, en cours de congrès, changé de tout au tout sa position ? (La motion Mauroy affirmait la «prééminence du plan sur le marché», mais proposait le samedi soir de suppri-

mer le passage de la motion Mitterrand selon lequel le marché n'assurerait plus la régulation globale de l'économie). Un débat qui servait donc plutôt à concrétiser des rapports de force au niveau des luttes de courants. Mais même à supposer que ce débat ait eu un enjeu pour les travailleurs, l'intérêt essentiel de la discussion était plutôt de savoir quel courant s'allierait avec qui, comme le prouve ce retournement de veste sur la question.

Et puis Mauroy pouvait, pour appeler à la synthèse, faire une allusion aux chômeurs et aux travailleurs menacés de licenciements dans le Nord ou en Lorraine. A quoi riment de telles envolées au moment où un dirigeant socialiste des syndicats de la métallurgie explique à Denain que les sidérurgistes doivent accepter 1 500 licenciements, et en Lorraine qu'il faut admettre les restructurations mises en œuvre par la bourgeoisie ? Tout au plus un argument de congrès qui, en l'occurrence, servait accessoirement pour tenter de peser sur les débats en mettant en avant l'image ouvrière de la fédération du Nord, que Mauroy dirige.

François NOLET

APRES UN REGLEMENT DE COMPTE AU PCF

Yves Roucaute, militant du PCF agressé par des militants de son parti lors de la réunion de section préparatoire au congrès de dimanche dernier, a transmis un texte au journal *Le Monde*, où il rejette la responsabilité de l'affrontement sur «la fraction dirigeante du parti qu'il ne faut pas confondre, selon lui, ni avec le parti ni

même avec les permanents ou la direction dans son intégralité». Il interroge : «La violence envers les camarades qui critiquent va-t-elle devenir une pratique courante ? (...) La démocratie passe d'abord par la reconnaissance de la diversité des adhérents, puis par celle des contradictions réelles qui animent le parti, enfin par l'expres-

sion de ces contradictions. Toutes nos impasses viennent de notre refus de reconnaître cela. La violence physique n'y changera rien. Et la démocratie dans le parti c'est aussi le gage de notre crédibilité quant au «socialisme démocratique» que nous voulons pour la France.» Pour sa part, *L'Humanité* de mardi démentait

mollement l'agression, indiquant que, selon elle, «Le Matin et Le Monde, spécialistes de l'anticommunisme, ne supportent pas que le 23^e congrès se prépare dans le cadre d'un débat démocratique, libre et serein», et n'hésitait pas à affirmer que la conférence de section s'est «caractérisée par un débat d'une haute tenue».

CAMBODGE : VICTOIRE DES FORCES PATRIOTIQUES A POIPET

La semaine dernière, de très violents combats se sont poursuivis au Cambodge entre les troupes vietnamiennes et la résistance cambodgienne pour le contrôle de la ville frontalière de Poipet, près de la frontière thaïlandaise. Des soldats de la résistance, s'adressant à des journalistes de l'autre côté de la frontière, leur ont affirmé qu'ils estimaient pouvoir remporter la victoire. Les forces patriotiques avaient en effet repris le contrôle de la ville vendredi, prenant, par surprise les soldats vietnamiens. 150 d'entre eux s'enfuyaient en Thaïlande.

Ces combats s'inscrivent dans le cadre de l'importante offensive lancée depuis le début du mois par les troupes vietnamiennes. Selon Hanoi, ces opérations sont destinées à «assurer la sécurité des routes, villes et villages de l'Ouest du Cambodge» et à «anéantir les Khmers rouges avant le début de la saison des pluies». En plus des 100 000 hommes qui occupent le Cambodge, l'armée vietnamienne a, au début du mois, envoyé 3 ou 4 divisions de renforts dans ce pays. Une grande partie de ces renforts a été transportée par des avions militaires soviétiques à Battambang et Siem Reap.

En effet, alors que, depuis trois mois, Hanoi a envoyé son armée occuper le territoire cambodgien, ses troupes ne sont pas parvenues, en dehors des grandes villes et des axes de communication, à contrôler l'ensemble des régions du pays. La guérilla a préservé ses bases et ses forces, frappant les troupes d'occupation chaque fois qu'elle le voulait, en leur tendant des embuscades. L'armée vietnamienne a ainsi subi des pertes importantes. L'administration fantoche installée à Phnom-Penh reste inefficace et squelettique, le pouvoir étant effectivement exercé par les militaires et les «conseillers» vietnamiens.

La contre-offensive chinoise en février-mars a empêché l'armée vietnamienne de concentrer des effectifs et des moyens pour tenter une opération d'envergure contre la résistance. C'est ce qu'elle essaye de faire aujourd'hui, avant que la saison des pluies ne rende toute opération de cette importance beaucoup plus difficile. Les dirigeants de Hanoi veulent anéantir les bases de la guérilla dans l'Ouest du pays, piller les réserves de céréales dont cette région est particulièrement riche, pour lui couper les vivres. Il s'agit aussi pour l'armée vietnamienne de prendre le contrôle de la population de ces régions pour procéder à des enrôlements de force afin de donner un peu de consistance aux troupes fantoches. La résistance qu'elles ont rencontrée à Poipet indique que ce n'est pas en quelques jours que ces troupes d'occupation rétabliront une situation qui leur est défavorable depuis trois mois. Le Vietnam se trouve dans une situation où il sera contraint de maintenir et

même d'accroître son occupation pour essayer de maintenir le régime du FUNSK. L'armée vietnamienne, face à la résistance populaire, s'est engagée dans un borborygme. D'autre part, des troupes laotiennes seraient massées à la frontière avec le Cambodge pour aller prêter main-forte aux troupes vietnamiennes. Jusqu'à présent, le Laos avait servi de base de départ pour une partie des troupes vietnamiennes qui opèrent contre le Cambodge mais, les troupes laotiennes n'avaient pas été engagées dans le conflit. Alors que le risque est donc grand aujourd'hui de voir le Laos directement entraîné dans la guerre que mènent les dirigeants de Hanoi pour leurs propres ambitions, et que les troupes laotiennes sont concentrées dans ce but au Sud du Laos, à la frontière cambodgienne, l'URSS et le Vietnam continuent de faire courir le bruit selon lequel la Chine s'apprêterait à intervenir au Laos. Ce que le gouver-



DEPART DU «BATEAU POUR LE VIETNAM»

Le bateau pour le Vietnam, financé par une souscription à l'appel de diverses personnalités et de «Médecins sans frontières» est arrivé en Malaisie. Pour le moment, il va servir de navire-hôpital pour une île où se trouvent 32 000 réfugiés vietnamiens dans un camp prévu pour 800 personnes et dépourvu d'installations sanitaires. Actuellement, après le début de l'invasion du Cambodge, le nombre des réfugiés, notamment de ceux qui fuient la conscription, ne cesse de s'accroître.

nement chinois, qui caractérise le Laos comme un pays lui-même victime de la politique hégémoniste vietnamienne, a vivement démenti.

Erythrée : nouvelles victoires contre l'offensive soviéto-éthiopienne

Communiqué du FPLE

«La quatrième phase de l'offensive par le DERG fasciste le 2 avril courant est à bout de souffle. Les forces d'occupation éthiopiennes ont mené cette nouvelle opération dans deux directions : 1) de Malsa-Teklai (sur la côte de la Mer Rouge) vers le Nord. 2) d'Afaabet vers le Nord, en direction de Naqfa, capitale provinciale du Sahel. L'objectif des forces d'occupation est d'anéantir les bases arrière du FPLE et de reconquérir la ville de Naqfa.

Quarante mille soldats éthiopiens appuyés par des dizaines de chars soviétiques (T54, M21 et M24) et des Mig 21, des Mig 23, des bombardiers Sokhoï 7 sont engagés dans cette offensive. L'engagement de l'URSS est actif et va croissant. Des navires de guerre soviétiques apportent un soutien logistique aux troupes éthiopiennes à Malsa-Teklai.

Quatre attaques ont été déjà héroïquement repoussées par nos combattants. Les pertes ennemies sont très importantes. Des centaines de soldats ont été tués, une grande quantité d'armement détruit ou saisi. Trois Mig ont été abattus par nos forces : deux d'entre eux sont tombés dans la province du Sahel, le troisième dans un faubourg d'Asmara.

Par ailleurs, le processus d'unification entamé à Khartoum récemment entre le FPLE et le FLE a été couronné par des résultats positifs. Dorénavant, les deux armées des deux Fronts sont placées sous un commandement militaire commun. En ce moment même, les combattants du FPLE et du FLE livrent ensemble des batailles héroïques contre les forces d'agression.

VICTOIRE AUX MASSES !

Front Populaire de Libération de l'Erythrée
Paris le 10 avril 1979

● Nicaragua : La guérilla occupe la ville d'Esteli

Au début de la semaine, alors que le dictateur Somoza était parti «en vacances» aux USA, un détachement de 300 guérilleros du Front Sandiniste de Libération Nationale a occupé la ville d'Esteli au Nord du pays, après 24 heures de combats. L'aviation gouvernementale est intervenue à plusieurs reprises pour bombarder la ville : en ripostant, les guérilleros ont abattu deux appareils. Aux USA, Somoza a déclaré qu'il n'était pas inquiet et qu'il n'avait pas l'intention d'abréger son séjour.

● Les opérations policières qui ont commencé la semaine dernière avec l'arrestation dans six villes italiennes de plusieurs intellectuels porte-parole du mouvement autonome semblent prendre une grande ampleur. Le juge Lalogero a délivré plusieurs dizaines de mandats de perquisition. Le but officiellement proclamé de ces recherches, qui ont touché en particulier plusieurs revues d'extrême-gauche, est toujours de découvrir les dirigeants des «brigades rouges».

Les militants qui viennent d'être arrêtés, en particulier Negri et Scalzone sont accusés d'avoir rédigé des messages des Brigades Rouges pendant l'affaire Moro ! Or ces intellectuels ont exposé leurs divergences avec les Brigades Rouges. Ainsi, le 12 avril 1978, Scalzone déclarait à ce sujet : «Quand la violence devient comportement indiscriminé... elle n'est plus l'instrument d'une intelligence portée d'un projet au service d'un processus d'émancipation». Quant à Negri, dans le numéro de mai 1978 de la revue Rosso, il déclarait : «Nous estimons que la ligne des Brigades Rouges est un échec complet. En dix ans de combats, ils ne sont pas parvenus à faire une analyse, une seule, qui fut juste».

Même pour ceux des inculpés qui peuvent être liés à des secteurs de «Autonomia operaia» («Autonomie ouvrière») et

qui «théorisent» la pratique du terrorisme, d'une soi-disant lutte armée, il n'y a jusqu'à présent aucune preuve matérielle de leur participation à des actions terroristes, fournie par la police et la magistrature.

Ces manœuvres policières servent à criminaliser toute position politique favorable à l'utilisation de la violence contre l'Etat capitaliste, et à donner pendant quelques jours les mains libres à la police contre les révolutionnaires italiens. Ces manœuvres ne serviront, bien entendu, nullement à faire la lumière sur l'affaire Moro, déjà vieille d'un an, et dont bien des aspects demeurent inexplicables et louches quant aux responsabilités de la bourgeoisie.

UNE OFFENSIVE DÉMOCRATE- CHRÉTIENNE

Les opérations policières en cours semblent entrete-

Italie : Arrestations et perquisitions pour délit d'opinion

Sur arrière-fond de campagne électorale

nir des liens directs avec la présente phase électorale qui précède les élections législatives anticipées de juin prochain. En effet, alors que l'entente avec le PCI a été provisoirement cassée, la démocratie-chrétienne qui gouverne, entend mettre en avant le fait qu'elle seule serait en mesure de contenir le terrorisme, de mettre de l'ordre dans le pays.

Une tendance paraît s'affirmer nettement aujourd'hui à la direction de ce parti pour réclamer des transformations institutionnelles visant non seulement au renforcement de l'appareil d'Etat de l'arsenal législatif en matière de répression policière mais aussi à accroître encore, au nom de la défense de la «stabilité», le poids de la démocratie-chrétienne dans les institutions de l'Etat italien. C'est le sens de la déclaration faite il y a une dizaine de jours par Piccoli, président de la démocratie-chrétienne, et dans laquelle celui-ci a no-

tamment réclamer l'instauration d'une nouvelle loi électorale. Celle-ci, en mettant fin à l'actuel système de représentation proportionnelle pour les députés, et en jouant sur les découpages de circonscriptions électorales, pourrait donner une représentation plus importante à la DC au niveau parlementaire. Ceci est présenté par Piccoli comme un élément nécessaire pour surmonter la «faiblesse des institutions».

LE PCI EMBARRASSÉ

Les réactions du PCI aux actuelles opérations policières sont assez significatives. Dans les premiers jours de ces opérations, c'est la réaction traditionnelle qui l'a emporté, celle qui consiste à saluer les initiatives de la police et de la magistrature comme un service rendu à «la défense de la démocratie». On se souvient de la surenchère à laquelle s'étaient livrés, au moment de l'affaire Moro, les deux grands partis bourgeois italiens, la

DC et le PCI, pour se présenter comme «le meilleur défenseur de l'Etat républicain», face au terrorisme. Le PCI qui venait d'entrer dans la majorité gouvernementale appelait la classe ouvrière à soutenir l'activité de la police. Si les initiatives entreprises ne s'étaient révélées d'aucune efficacité pour retrouver les ravisseurs de l'ancien président de la démocratie-chrétienne, elles avaient par contre bien servi à renforcer l'autoritarisme de l'Etat.

Aujourd'hui, les choses se présentent un peu différemment. Le PCI, confronté au mécontentement croissant des masses contre la politique d'austérité, et qui, en se retirant de la majorité gouvernementale, a suscité la convocation d'élections anticipées semble à l'heure actuelle, plutôt embarrassé par les opérations policières en cours. Alors que l'alliance est rompue pour l'instant avec la DC, la direction du PCI craint que ce parti ne tire seul profit de telles

opérations, en apparaissant comme le «vrai» défenseur de «l'ordre». Sans compter que parmi les victimes des arrestations, on trouve des gens qui, tel Negri, professeur à Padoue, ont eu dans le passé des relations amicales avec des parlementaires ou des dirigeants du PCI. Ce contexte explique sans doute qu'après quelques jours, l'«Unità», l'organe central du PCI, se soit montré plus réservé à l'égard des arrestations et perquisitions et qu'il ait mis en avant «l'absence de preuves matérielles» contre les inculpés ou «le profit électoral que certains cherchent à tirer des arrestations».

La rivalité entre la DC et le PCI ne semble donc pas sans liens avec la vague actuelle d'arrestations et de perquisitions, cependant que celle-ci, en avalisant le «délit d'opinion» porte atteinte aux libertés démocratiques en Italie.

D'après
une correspondance

URSS, PRISON DES PEUPLES

*«A notre cher papa et mari
qui a donné sa vie pour
notre patrie la Crimée».
Le 30 juin 1978,
manifestation de Tatars
de Crimée à l'enterrement
de Moussa Mahmoud, qui
s'est suicidé par le feu
le 27 juin 1978*

Par Joëlle FECLAZ

C'est dans les années 60 que le mouvement de résistance à l'oppression nationale va se donner ses premières organisations et se développer jusqu'à prendre des formes de lutte de masse. Spontanées et fréquentes dans les pays baltes, les manifestations obtiennent de premiers résultats en Géorgie en 1978 : la pression populaire oblige les autorités locales à maintenir dans la constitution de la République, le géorgien comme langue officielle. Organisée, la lutte de masse des Tatars de Crimée mobilise des milliers de personnes pour le droit de réintégrer les terres natales et l'égalité nationale.

La russification devient de plus en plus nettement dénoncée et caractérisée dans les documents des premiers regroupements qui s'organisent contre l'oppression nationale.

«Un chauvinisme grand-russe magistralement rhabillé en rouge»

● Dans le memorandum n° 2 du Comité Helsinki ukrainien de janvier 1977 : «C'est tout ce qui est éternellement russe qui est promu au premier plan et qui est qualifié de patriotique. Cependant le citoyen de l'URSS a le droit d'affirmer : l'Arménien a sa patrie, le Russe a la sienne. Les devoirs de l'Union exigent-ils le renoncement à la citoyenneté de la République (nationale) ? L'Ukrainien n'aurait-il pas le droit de considérer l'Ukraine comme sa patrie ? Quelles sont les lois qui le privent de ce droit naturel ? De telles lois existaient au temps de la Russie tsariste, en URSS, elles n'existent pas. Mais en URSS, il y a le KGB, organisation de guerre, qui, au droit sacré de l'homme, oppose la force brutale. Selon les normes du KGB, le patriotisme ne peut être que russe ou «universel» ce qui veut dire russe en pratique».

● Dans un appel signé par 26 Tatars et Bachkirs, et adressé en février 1976 aux autorités soviétiques, aux journaux occidentaux et à l'ONU : «Si dans les années trente une Bachkire rêvait, dans sa naïveté, que son enfant «sauvait le russe», aujourd'hui la mère d'enfants bachkirs-tatars, désillusionnée, rêve d'autre chose : Puisse-t-elle seulement connaître sa langue maternelle !». Comment cela se fait-il ? Il faut appeler les choses par leur nom. La cause essentielle est que depuis le début des années soixante, le chauvinisme grand-russe, fort de son expérience séculaire, magistralement rhabillé en rouge, a été élevé au rang d'institution d'État».

● Dans une lettre adressée par les Tatars de Crimée à tous les «Partis communistes du monde» en 1973 et signée de 2 600 noms : «La tentative de faire renaitre, dans les conditions de l'URSS, le système colonialiste tsariste, de rétablir les droits des colonisateurs sur les peuples et les pays dont ils furent jadis souverains, pose un grave problème à tous les peuples en ce siècle de la chute du système colonial (...). Appelés à être

responsables du destin de leurs peuples, les dirigeants des partis frères ne peuvent pas ne pas se rendre compte qu'il n'y a dans cette politique plus rien de l'internationalisme prolétarien, ni de la défense des intérêts et des aspirations des peuples. C'est une façon typiquement impérialiste de s'emparer des meilleures terres en expulsant, détruisant et dispersant la population autochtone».

L'organisation de la résistance nationale

Des actions isolées, spontanées :
En 1968, un jeune homme se suicide par le feu en Ukraine pour la «liberté pour l'Ukraine». En 1972, Romas Kalanta, à Kau-



Parouir AIRIKIAN

nas, en Lithuanie, se brûle de la même façon ; une manifestation accompagne ses obsèques et se poursuit le lendemain au nom de la «liberté pour la Lithuanie». Les miliciens ne suffisant pas, les troupes sont appelées : 400 personnes environ sont arrêtées. Et chaque année, à l'anniversaire de la mort de Romas Kalanta, on signale des manifestations à Kaunas et dans d'autres villes. En 1977, en Lithuanie toujours, des heurts violents avec la milice éclatent quand l'équipe lithuanienne, victorieuse dans un match de football contre une équipe russe, se fait acclamer par ses supporters aux cris de «Lithuanie libre !».

Des mouvements organisés :

Dans les années 1960, chez les intellectuels surtout, des mouvements d'opposition nationale apparaissent, qui se réclament du socialisme. En Ukraine, Levko Loukanienko et I. Kandyba fon-



De la révolte individuelle à la lutte de masse

LA RESISTANCE S'ORGANISE

dent «l'Union ouvrière et paysanne» qui réclame le droit à l'indépendance nationale. En 1972, 17 communistes lettons écrivent aux PC occidentaux.

A côté de ces mouvements, se constituent des fronts : Le Front national ukrainien, et la même année, le Parti d'union nationale (le PUN) en Arménie qui se donne pour objectif l'indépendance par la voie de la consultation nationale et la réunification des terres de l'Arménie. En 1974, le Front populaire national de Lithuanie regroupe les mouvements d'opposition de la République. Son programme minimum : droit à l'auto-détermination, retrait des troupes soviétiques, droits et libertés démocratiques. Son programme maximum revendique les mêmes droits pour les autres républiques

manifestent à Moscou. Entre 1964 et 1973, 5 000 de leurs représentants se sont rendus à Moscou pour obtenir le droit de revenir dans leur pays. Des centaines d'autres décident de tout risquer pour retourner habiter en Crimée (voir QdP d'hier). Quand Moussa Mahmoud se brûle par le feu en juin 1978 pour protester contre l'interdiction des autorités de le laisser résider en Crimée, 800 Tatars manifestent en Crimée près de Simferopol aux cris de la «Crimée aux Tatars» ; 5 000 Tatars déportés en Ouzbékistan, 1 000 autres déportés en Asie centrale signent des pétitions pour l'égalité nationale. Récemment encore, le 15 mars dernier, les autorités soviétiques arrêtaient et expulsaient de Moscou 200 Tatars venus manifester une nouvelle fois.

Aux dures condamnations des leaders des mouvements nationaux, s'ajoutent des vagues d'arrestations massives, dans les années 1966 puis 1972 en Ukraine, dans les années 1974 en Arménie et dans les pays baltes. Et aujourd'hui la plupart des membres des comités Helsinki purgent des peines dans les camps à régime sévère.

Les maîtres russes du Kremlin croient sans doute avoir trouvé le moyen de briser l'opposition nationale. Mais, dans les camps se côtoient pêle-mêle des prisonniers de toutes nationalités emprisonnés pour les mêmes convictions qui découvrent les autres nationalités, apprennent les luttes des autres peuples. La répression suscite la conscience de combattre un ennemi commun. En défilé au chauvinisme grand-russe s'édifie, dans l'enfer du goulag, un nouvel internationalisme. La déclaration de Parouir Airikian, secrétaire du PUN, adressée à Brejnev le 12 janvier 1978 du camp n° 9 de Mordovie en témoigne : «Nous, Arméniens, membres du Parti national unifié, qui œuvrons pour l'indépendance de l'Arménie par voie de référendum, comprenons pleinement nos frères et nos sœurs ukrainiens ; nous partageons leurs désirs et leurs espoirs, et avec eux, nous considérons le 12 janvier comme jour de solidarité avec les prisonniers politiques ukrainiens afin de commémorer chaque année, les arrestations massives de dissidents ukrainiens qui eurent lieu en 1972 (...). Cette solidarité a déjà sa propre histoire. Dans les prisonniers politiques ukrainiens (ainsi que chez les Russes, Lettons, Lithuaniens et autres), nous n'avons pas seulement trouvé des frères et des sœurs, mais un peuple ayant les mêmes idées, et des frères dans le combat pour le droit de chaque nation à l'auto-détermination et aux droits de l'homme. Les Ukrainiens ci-dessous sont devenus des membres sympathisants du PUN (...). Toutes les personnes citées ci-dessus ont pris part aux actions du PUN les 11 août 1975-1977, le 5 décembre 1976, les 24 avril 1975-1977 et le 12 février 1977. (...) En cas de nécessité, notre parti exprimera sa solidarité avec les fils et les filles de l'Ukraine, et cela pas seulement au moyen de grèves de la faim et de déclarations. (...) Dans des circonstances déterminées la présente alliance pourra revêtir une signification historique».



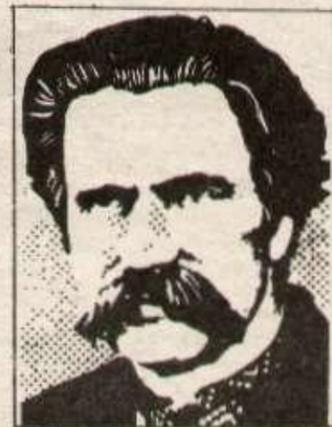
Mustapha DJEMILEV

et nations de l'Union soviétique l'abolition du Pacte de Varsovie et de l'OTAN.

Des liens s'établissent entre le mouvement démocratique pour les droits de l'homme et les mouvements nationaux. Les comités pour la surveillance de l'application des Accords d'Helsinki qui se fondent après Moscou, en Ukraine, en Arménie, en Géorgie, en Lithuanie lient les revendications démocratiques aux nationales et s'appuient sur le droit pour chaque république de se séparer de l'Union, droit formellement reconnu par la Constitution soviétique.

Des actions de masse :

Les Tatars de Crimée ont déclenché, depuis les années 1960, une puissante campagne de masse pour leur retour au pays natal. Concentrés par la déportation dans la région de Tachkent, ils bombardent les autorités de lettres et de pétitions signées de milliers de noms,

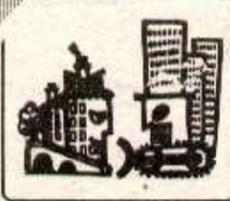


Levko LOUKANIENKO

Un nouvel internationalisme

Une répression féroce et, aujourd'hui sanglante, s'abat sur les patriotes des nations opprimées. La liste serait trop longue et à coup sûr incomplète des noms de tous ceux dont le combat reste encore anonyme.

Loukanienko était condamné à mort en 1961, sa peine est commuée en 15 ans de camp. A sa libération, il participe au Comité Helsinki ukrainien et se trouve à nouveau condamné en 1978 à 10 ans de camp. Mustapha Djemilev, leader des Tatars de Crimée, vient d'être condamné pour la 5^e fois. Parouir Airikian, secrétaire du PUN, est condamné en 1970 à 4 ans de camp et en 1974 à 7 ans. Parmi les trois patriotes arméniens fusillés en janvier 1979 après une parodie de procès : Zatikian, qui était membre du PUN.

Le quotidien
du peuple

VIE ET HABITAT, TERRAINS DE LUTTES

La réforme giscardienne de l'architecture DERRIERE LA FACADE, UN SECTEUR EN CRISE

Une architecture de crise

La loi de réforme de l'architecture, votée en janvier 1977, va désormais rentrer en fonction. Il n'a pas fallu moins de 2 ans pour mettre au point les décrets d'application. C'est que le principal objectif de cette loi est d'adapter l'architecture à la situation de

crise du bâtiment. On construit de moins en moins en France et le chômage frappe durement les travailleurs des entreprises de construction en premier lieu, mais aussi les employés des agences d'architectes et même la plupart des architectes à leur compte. Quand il s'agit de restructurer la sidérurgie ou le textile, le pouvoir ne s'embarrasse pas d'autant de précautions : on

licencie. Même attitude quand il s'agit des ouvriers des entreprises de bâtiment : plus de 80 000 emplois supprimés dans ce secteur en 1978. Mais quand le chômage risque de frapper les architectes, les ingénieurs, les constructeurs de toute sorte, tous alliés potentiels du pouvoir, alors on y met des gants.

Les nombreux rapports officiels qui ont alimenté la réforme



Le règne des combines et du mandarinat

«Les grands architectes travaillent avec les banques. Les petits et les moyens cherchent un terrain, font un projet et vont voir une société immobilière ou une banque. Sur ce même terrain, il y a parfois en concurrence plusieurs architectes : c'est à celui qui y met le plus de mètres carré et s'arrange avec le ministère pour avoir un accord préalable. Alors on lui répond : «ça nous intéresse beaucoup, mais on ne vous connaît pas, alors on va vous faire parrainer par un grand». Le jeune fait les études et l'autre prend la moitié des honoraires.

Une fois l'architecte choisi et parrainé, le service commercial de la banque lui dicte ce qu'il veut ; les surfaces, les matériaux, et lui demande un devis, un descriptif et des plans d'exécution.

Alors arrive la grande comédie, l'appel d'offres. C'est donné d'avance. Il n'est pas rare de mettre en concurrence plusieurs dizaines d'entreprises et, au dernier moment, le représentant de la banque sort une entreprise de sa poche. Puis marchés et devis descriptifs sont revus et expurgés en fonction de ce qu'a prévu l'entreprise chouchou de la banque.

Le chantier commence et l'entreprise dit : je n'avais pas prévu ça. Et ce sont des suppléments pour les fondations, pour tout un tas de choses... Si l'architecte refuse, le promoteur lui fait comprendre que s'il n'est pas d'accord on peut se passer de lui. C'est ainsi que les architectes se transforment en Ponce Pilate.

Cette description de la pratique professionnelle depuis la Libération nous a été faite par R. Nicolas, architecte, auteur de 2 ouvrages sur ce sujet :

— Dossier A comme Architecture (avec Marc Deleuze) chez Moreau ;

— Terre à bâtir, chez J.C. Simoën.

Tours de l'ère pompidolienne ou pyramides de l'ère giscardienne, les principaux intéressés n'ont toujours pas leur mot à dire

s'entendent tous pour critiquer la situation actuelle : le règne des combines et du mandarinat, la mauvaise qualité et l'uniformité des modèles répétés à des dizaines de milliers d'exemplaires, et Giscard lui-même, dans un discours à l'UNESCO en 1977, a affirmé son intention de «faire appel aux jeunes» ou de prôner «une nouvelle architecture française faite d'humilité, de continuité et de mesure» : nécessité de la crise oblige ! Mais tout ça n'est que le discours, l'essentiel est ailleurs : renforcer le contrôle giscardien pour imposer cette architecture de crise.

Il s'agit d'abord de rassurer les architectes. Alors on rend obligatoire l'intervention d'un architecte pour toutes les constructions dépassant 250 m², et, pour les autres, on prévoit la consultation de Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement (CAUE) dans lesquels des places leur seront offertes. Notons au passage que la création de ces Conseils se traduira par une augmentation des impôts locaux de 0,3 %.

L'architecture sous tutelle

L'Ordre des Architectes, créé par Pétain en 1940, a toujours été le garant des conceptions les plus réactionnaires de l'architecte, profession libérale, homme d'art, créateur individuel... sans hésiter, pour autant à tremper dans les combines les plus mercantiles. L'Ordre dispose de certains privilèges pour contrôler la profession : il est seul distributeur du label d'architecte et dispose d'un Conseil de Discipline contre les récalcitrants. Avec la réforme, ces pouvoirs sont encore renforcés en étant placés sous l'autorité directe du gouvernement : c'est le ministre de la Culture qui décidera en dernier ressort du label d'architecte, et ce sont des hauts magistrats qui contrôleront les nouvelles Chambres de Discipline.

Déjà, en mai 1968, des architectes avaient occupé les locaux de l'Ordre, pour protester contre cette institution réactionnaire ; depuis, un certain nombre d'architectes ont refusé de payer leurs cotisations à l'Ordre et sont poursuivis devant les tribunaux, risquant de ne plus pouvoir exercer leur profession. A la suite de la récente réforme, certains d'entre eux ont lancé un appel dont nous reproduisons ci-dessous quelques extraits :

«La lutte concernant l'accapement de l'Architecture et de l'Espace au détriment des utilisateurs et de la majorité des architectes et salariés des cabinets d'architectes et BET, se heurte au nouvel Ordre et Syndicats d'architectes, dont les appareils sont annexés par deux appareils de partis politiques qui les tiennent sous leur dépendance, tandis que le ministère de l'Environnement est administré par l'un d'eux.

Enfants de Vichy, géniteurs de cet Ordre Nouveau et artisans-mercenaires d'une profession désormais sous tutelle comme elle ne l'a jamais été, même du temps de Pétain, camouflent soumission-allégeance et privilèges sous un discours charismatique quotidien relayé par d'académiques commissions-alibis et les mass média (...)

La résistance pour la libération de l'architecture et de l'urbanisme commencée il y a onze années rencontre aujourd'hui crise, chômage, normalisation autoritaire de l'enseignement de l'architecture, mais aussi éveil de la population. Cet appel peut contribuer à lui faire gagner du terrain ; il s'adresse aux architectes qui n'admettent pas cette situation (...)



Un nouveau mandarinat

Il y avait aussi quelques petits comptes à régler. Les quelques mandarins qui avaient la quasi-totalité des travaux (environ 200 sur les 13 000 architectes exerçant en France) sont, pour l'essentiel, et c'est bien compréhensible, des copains des hommes politiques qui leur donnaient les marchés, sous De Gaulle et Pompidou, et ils contrôlent le réactionnaire Ordre des Architectes, aujourd'hui aux mains du RPR. Avec la nouvelle réforme, ils auront moins de facilités à exercer leur monopole. Ne nous trompons pas, il ne s'agit pas pour Giscard de supprimer l'Ordre des Architectes ; bien au contraire, la réforme va le renforcer (voir ci-contre). Il ne s'agit même pas de supprimer le mandarinat, mais au contraire de créer un nouveau mandarinat. Des postes au plus haut niveau seront réservés aux architectes dans l'administration ; il sera

créé un Centre National d'Architecture, sorte de super-école destinée à former la future élite de l'architecture giscardienne.

Les futurs utilisateurs ne sont pas concernés

Bref, après comme avant la réforme, la construction reste entre les mains des financiers, qu'ils s'appellent COGEDIM ou Caisse des Dépôts, privés ou publics. Réforme ou pas, les maisons que nous habitons et les villes où nous vivons continueront à naître de l'imagination d'une poignée de technocrates, plus soucieux des ordres du pouvoir et de leurs propres intérêts que de la volonté de ceux qui viendront y habiter. Pourtant, ces dernières années, les habitants ont commencé à exiger qu'on tienne compte d'eux. Certains architectes et techniciens ont mis leurs connaissances au service des luttes des utilisateurs, par exemple au Marais à Paris, à la Croix Rousse à Lyon, à l'Alma-Gare à Roubaix, dans les «boutiques d'aménagement»... Depuis 1968, cette nouvelle conception du rôle de l'architecte a même dépassé le cadre de quelques luttes, elle est partie prenante de l'enseignement dans plusieurs «Unités Pédagogiques d'Architecture». La réforme giscardienne entend donner un coup de frein brutal à cette évolution en instituant une sévère sélection dans les écoles d'architecture et en supprimant du contenu de l'enseignement tout ce qui n'est pas immédiatement rentable dans l'esprit du pouvoir.

Nicolas GUILLOT

UGANDA : LE DICTATEUR CONDAMNÉ

● La chute d'un régime isolé

● Une opposition sans programme

Amin Dada, dont la chute est aujourd'hui acquise inéluctable, a été pendant des années un sujet d'élection pour la presse occidentale. En citant complaisamment ses piteuses et ses atrocités, en le prenant comme cible favorite, cette presse voulait accrédi-ter l'image d'une Afrique infantile, mineure, incapable d'assumer véritablement l'indépendance. En fait, Amin Dada était un pur produit des armées coloniales. Il ne s'est maintenu au pouvoir que grâce à l'aide des impérialismes occidentaux et de l'URSS. S'il est aujourd'hui condamné, c'est que l'armée qui était son unique soutien et moyen de pouvoir s'effondre, tandis que son isolement en Afrique et dans le monde n'a cessé de s'accroître.

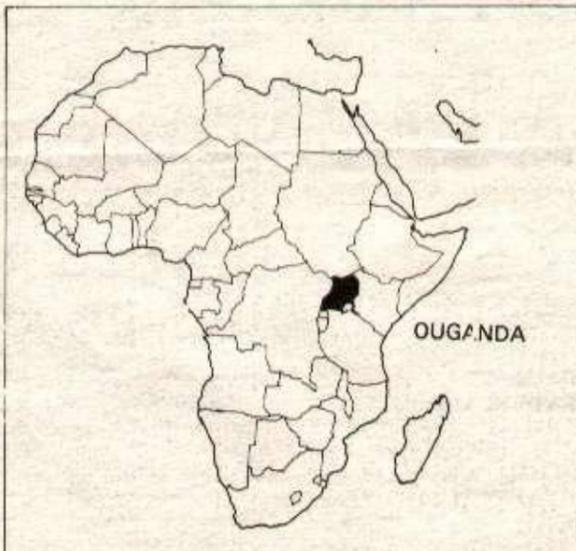
Quand Amin Dada, ancien mercenaire du colonialisme britannique, renverse le président Milton Obote, l'Ouganda, sous la direction de ce dernier, était engagé dans un processus visant à assurer son indépendance et à développer ses relations avec les autres pays africains. Amin Dada va être alors soutenu militairement et économiquement par la Grande-Bretagne dont il sert les intérêts économiques. L'épisode clownesque du dictateur se faisant porter par des hommes d'affaires britanniques est en fait lourd de signification : la fragilité de ce régime régnant par la force et la terreur le rend d'autant plus dépendant de ses protecteurs étrangers, principalement au début Israël et la Grande Bretagne. Mais, alors que la Grande Bretagne estime qu'Amin Dada, par ses méthodes de gouvernement, rend l'avenir de l'économie incertain, l'URSS va prendre le relais, surtout en apportant une importante aide militaire, en matériel et en conseillers au dictateur. Brejnev, soucieux de diviser l'Afrique en « progressistes » et « modérés » pour les besoins de sa cause, n'a aucun scrupule à armer et encadrer l'armée d'un des dictateurs les plus sanguinaires du continent.

Par la suite, Amin Dada, qui se convertit à l'islam, va également obtenir le soutien de pays arabes, notamment l'Arabie Saoudite et la Libye.

REVOTE DANS L'ARMÉE

Les difficultés politiques, sociales et économiques du régime d'Amin Dada devenant insurmontables, le dictateur espère s'en tirer en lançant à la fin de l'année dernière une opération de conquête d'une région frontalière de la Tanzanie. Cette aventure va en fait l'enfoncer davantage, puisque la majorité de son armée se révolte et que l'ensemble des pays africains semble souhaiter désormais ouvertement sa chute. Dès octobre, les USA déclarent un embargo commercial contre l'Ouganda.

Depuis le début de l'année, une partie de l'armée ougandaise, appuyée par la logistique et l'artillerie de l'armée tanzanienne, a entrepris de renverser le dictateur. Ce qui restait de forces à Amin Dada a été laminé par les ralliements et les désertions. Les insurgés semblent avoir remporté des succès décisifs dans la deuxième quinzaine de mars. La Libye, seul pays à soutenir



encore Amin Dada, a envoyé, grâce à un pont aérien d'avions soviétiques, 3 000 soldats pour tenter de sauver son régime, « au nom de l'islam, qui ne concerne guère que 5 % de la population ougandaise.

Dans cette affaire, l'URSS semble avoir été embarrassée, dans la mesure où la Libye utilise le matériel de transport et les armes soviétiques, alors que Brejnev tient à garder aussi de bonnes relations avec la Tanzanie, pays membre de la ligne de front contre les racistes rhodésiens, et jouissant d'un grand prestige en Afrique.

L'opération libyenne a échoué : Khadafi a dû verser des millions de dollars aux opposants ougandais pour qu'ils acceptent de laisser se dégager ses troupes.

UNE OPPOSITION LARGE

Du 23 au 25 mars, à Moshi, en Tanzanie, 120 délégués représentant diverses tendances de l'op-

position ougandaise se sont réunis pour fonder le Front national de libération de l'Ouganda (FNLO), chargé de fournir une perspective politique à la rébellion de l'armée. Ce front comprend des partisans de l'ancien président Obote, ainsi que des membres du mouvement SUM (« Sauvons l'Ouganda ») qui semble avoir joué un rôle important dans la dernière période. Etant donné que tous les partis politiques avaient été éliminés et interdits, l'opposition regroupée dans le FNLO paraît très large et diverse. Le programme du SUM est assez vague : il préconise « un système démocratique de gouvernement », la reconstruction de l'économie « sur des bases de justice sociale et d'équité ». La succession d'Amin Dada risque donc de poser des problèmes, d'autant plus que, s'ils arrivent au pouvoir, les opposants actuels trouveront l'économie et la société ougandaise dans une situation très critique.

J.P. CHAMPAGNY

● Raids sionistes au Sud-Liban

Par deux fois dans la journée de mardi 10 avril, l'armée sioniste est intervenue en territoire libanais pour s'attaquer aux forces palestino-progressistes. Dans la nuit de lundi à mardi, une tentative de débarquement israélien a eu lieu à proximité de Rachidiyeh, où se trouve un des plus importants camps palestiniens. Selon divers observateurs, au moins quatre vedettes étaient engagées dans l'opération. L'agence Wafa indique que la tentative de débarquement a été repoussée par les forces palestiniennes et les militants progressistes libanais. Une vedette a été touchée et aperçue en flammes au large. Les sionistes ont récidivé mardi après-midi. Vers 17 h 30, pendant un quart d'heure environ, des avions de chasse israéliens ont bombardé des bases du Fath, dans la région de Tyr, au Sud-Liban. Placés en état d'alerte depuis la veille, les Palestiniens ont répondu par un tir nourri de DCA. Par ailleurs, l'agence Wafa indique qu'une bombe de forte puissance a explosé mardi au marché du Carmel, en plein centre de Tel Aviv.

● Tournée des Springboks premiers reculs

Au dernier moment, le maire de Dax a interdit l'utilisation du stade municipal pour le match Dax-Transvaal qui devait avoir lieu mardi. Les rugbymen sud-africains ne joueront pas non plus samedi à la Voulte. Le maire a décidé de refuser la venue des représentants du régime raciste. Le match PUC-Transvaal qui devait avoir lieu le 21 avril à Paris sera lui aussi annulé : le président de la section rugby du PUC, organisateur de la tournée, prétexte maintenant qu'il ne peut pas accueillir les joueurs pendant 10 jours ! Ce recul n'est dû qu'à la mobilisation qui s'est menée contre la venue des représentants du régime de l'apartheid. Cette mobilisation ne doit pas cesser, puisque la Fédération française de Rugby envisage d'organiser une tournée en France des Springboks à l'automne prochain, probablement en octobre.

● Afghanistan : un général soviétique en mission

Le général Epichev, chef de la direction politique des forces armées soviétiques, fait actuellement une visite en Afghanistan. Son but est de discuter de l'aide en hommes et en matériel supplémentaire que l'URSS va fournir au régime de Taraki, les deux pays étant liés par un traité militaire signé en novembre de l'année dernière.

En effet, la rébellion musulmane continue à porter des coups sévères à l'armée gouvernementale. L'URSS et le gouvernement afghan n'ont cessé d'accuser pêle-mêle l'Iran, le Pakistan, les USA et la Chine d'avoir provoqué cette rébellion. En fait, tous les témoignages rendent compte de l'importance réelle de l'autonomie de ce mouvement de rébellion. Pour tenter de sauvegarder son protégé qui occupe une place centrale dans son dispositif de pénétration en Asie, l'URSS a accéléré l'envoi de milliers de conseillers du Pacte de Varsovie et d'armes modernes (avions, tanks, hélicoptères). Il semble qu'après les défaites subies par les troupes gouvernementales, les rebelles aient pu largement puiser dans l'arsenal fourni par les Soviétiques et disposent, grâce à leur prise, de fusils d'assaut Kalachnikov, et de matériel lourd (mitrailleuses, bazookas). Après l'Erythrée et l'Indochine, il s'agit du troisième conflit dans lequel l'armée soviétique est impliquée directement aujourd'hui.

● Montbéliard : répression au 1^{er} R.A.

Quatre appelés du 1^{er} R.A. de Montbéliard sont depuis le 20 mars aux arrêts de rigueur, et ont été transférés quelques jours après leur arrestation dans différentes villes pour les isoler.

Les quatre appelés sont accusés d'appartenir à un comité de soldats, et sont incarcérés « pour activités antimilitaristes et antinationales ». La sécurité militaire, pour parvenir à ses fins, a interrogé pendant huit heures les accusés, utilisant les méthodes qui sont traditionnellement les siennes : intimidation, chantage... Mais les appelés qui doivent subir une peine de deux mois d'arrêts de rigueur, risquent aussi le sinistre TPFA, le tribunal permanent des forces armées qui ne s'est jamais fait remarquer pour son indulgence. En l'occurrence ils risquent deux ans de forteresse. Le leur est reproché d'avoir diffusé des pétitions et des textes qui réclament l'élargissement des droits des soldats.

INCIDENT NUCLEAIRE A GRENOBLE

Un incident s'est produit mardi matin au centre de recherche nucléaire de Grenoble. A la suite d'une rupture de crayon de combustible, l'activité dans le cœur du réacteur a brutalement monté, entraînant un dégagement de gaz radioactifs dans l'enceinte de la pile de recherche « Siloe ». Cette pile, destinée à diverses expériences scientifiques, est en service depuis 1963. Selon le CEA, aucun des chercheurs présents au moment de l'incident n'a été exposé à des doses dépassant le seuil admis. Il est vrai que le mini-réacteur de Grenoble ne contient que quelques kilogrammes d'uranium, contre 70 tonnes, par exemple, à la centrale de Harrisburg, aux USA.

Dissidents condamnés à Léninegrad...

Pour « propagande anti-soviétique », un étudiant de Léninegrad, Arkadi Tsourkov vient d'être condamné à cinq ans de camp à régime sévère et à deux ans d'assignation à résidence. Tsourkov participait à la rédaction d'un journal de « l'opposition de gauche » à Léninegrad, intitulé *Perspective*. Comme d'ha-

bitude, le procès a eu lieu dans le secret le plus complet. La police a même été jusqu'à couper le téléphone de la famille et des amis de l'accusé, pour éviter que des informations ne circulent en URSS.

Un autre procès doit avoir lieu le 16 avril. Un

dissident de Léninegrad, Alexandre Skobov, n'aura pas droit à un avocat.

Les « experts » l'ont en effet reconnu irresponsable, puisqu'atteint de « psychopatie schizoïde ». Dans ce cas, le code soviétique prévoit que l'accusé n'est pas tenu d'assister à son propre procès.

...Et colloque franco-soviétique à Bagnolet

L'*Humanité* ne souffle mot de ces procès. Le journal du PCF insiste par contre sur l'ouverture, au Novotel de Bagnolet, d'un colloque franco-soviétique sur le désarmement, « un

des droits de l'homme moderne ». En présence de l'ambassadeur d'URSS en France, ce colloque regroupe plusieurs généraux soviétiques, ainsi que des personnalités françaises

telles que Edgar Faure ou le général Gambiez. Plusieurs membres du bureau politique du PCF y participent également.

Le tout sous l'égide de l'association France-URSS.